



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE VERTE
ET DU DOMAINE,
*en charge des mines
et de la recherche*

N° 787 / MED / DBS / DIR

DIRECTION DE LA BIOSECURITE

Pirae, le 20 mai 2020

Le directeur

Affaire suivie par :
Valérie ROY

NOTE AUX IMPORTATEURS

Objet : Levée des restrictions relatives à la maladie de Newcastle en Belgique

Réf. : - loi du pays n° 2013-12 du 06 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;
- arrêté n° 979 CM du 24 juillet 2015 modifié portant fixation de la liste des marchandises susceptibles de véhiculer des agents de maladies transmissibles des animaux et de la liste des denrées alimentaires et aliments pour animaux susceptibles de ne pas répondre aux conditions de sécurité sanitaire des aliments ;
- notes aux importateurs n° 843 et 949 MED/DBS/DIR des 6 et 20 juillet 2018 ;
- rapport final de l'OIE du 16 août 2018.

Mesdames, Messieurs,

Je vous informe que le délai de trois mois s'étant écoulé après la clôture des foyers de maladie de Newcastle, la Belgique a retrouvé son statut de pays indemne de maladie de Newcastle le 16 novembre 2018.

Il a donc été décidé de lever les mesures de restriction relatives à l'importation de viandes fraîches de volailles, d'œufs, de produits à base de viande de volailles et d'ovoproduits de Flandre occidentale et Flandre orientale n'ayant pas été soumis à un traitement thermique inactivant le virus de la maladie de Newcastle issus de volailles abattues et d'œufs pondus à compter du 16 novembre 2018.

Cette décision peut être contestée devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai franc de deux mois, compté à partir du lendemain de la présente notification. La juridiction administrative compétence peut être saisie par le biais de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

La présente note remplace les notes n° 843 et 949 MED/DBS/DIR des 6 et 20 juillet 2018.
Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.



Pour le Ministre et par délégation

Laurent PASCO

Les données à caractère personnel collectées directement auprès de vous par la direction de la biosécurité font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité la gestion des dossiers d'importation. Sont conservées des données d'identité et professionnelles (nom, prénom, nom de l'entreprise, adresse géographique professionnelle, adresse postale professionnelle, numéros de téléphone fixe et mobile, email) dont le traitement est nécessaire pour des motifs d'intérêt public et notamment l'accomplissement des missions de service public de la collectivité relatives à la santé publique vétérinaire. Les données détenues seront conservées le temps nécessaire à la réalisation des finalités du traitement ou dans le respect des prescriptions légales. Dans les conditions légales et réglementaires, certaines autorités disposent, dans l'exercice de leurs missions, d'un droit de communication de ces données (autorités judiciaires, police, gendarmerie, douane...). Conformément à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès et droit de rectification que vous pouvez exercer par message électronique à l'adresse suivante : secretariat@biosecurite.gov.pf, en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité. Vous pouvez aussi introduire une réclamation auprès de la CNIL www.cnil.fr, sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus.

Pour toute question relative à l'utilisation de vos données, vous pouvez contacter la Déléguée à la Protection des Données (DPD) à l'adresse suivante : DPO Service de l'informatique BP 4574 98713 PAPEETE – tania.berthou@informatique.gov.pf